



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 26 NOV. 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN

☎ : 04 72 61 37 81

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires
à la société NEXANS
29, rue Pré Gaudry à LYON 7^{ème}**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société NEXANS dans son établissement situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7^{ème} ;

../..

VU les déclarations en date du 8 janvier 2013 par lesquelles la société NEXANS fait part de la mise à l'arrêt définitif de certaines des activités de son établissement de LYON 7^{ème}, situées sur une partie du site et dénommées « parcelle du Triangle » ou « Ilot 15-16 » et « parcelle du Bâtiment Administratif » ou « Ilot 18 » et les dossiers annexés relatifs au diagnostics de pollution et plans de gestion ;

VU le rapport en date du 9 septembre 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 24 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que les études conduites sur les parcelles dénommées « Ilot 15-16 » et « Ilot 18 » ont confirmé la présence de solvants chlorés dans les eaux souterraines, contamination déjà mise en évidence lors des investigations conduites dans le cadre de la réhabilitation de la partie sud du tènement sis le long de l'avenue Jean Jaurès ;

CONSIDERANT, toutefois, que la nappe est connue dans le secteur pour présenter une contamination résiduelle par les solvants chlorés et, notamment, le tétrachloroéthylène et le trichloroéthylène ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il apparaît nécessaire de s'assurer que la présence des solvants chlorés ne peut être liée aux activités exercées par la société NEXANS, y compris dans le passé ;

CONSIDERANT, également, qu'au vu de cette pollution et des aménagements prévus sur les terrains en cause, il y a lieu de vérifier que les terres ne sont pas contaminées y compris au-delà de 2 m de profondeur ;

CONSIDERANT, donc, qu'il convient, en application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement, et afin de préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du code précité, d'imposer à la société NEXANS, pour la réhabilitation des parcelles susvisées, les mesures suivantes :

- un renforcement du réseau de surveillance des eaux souterraines avec au moins un piézomètre représentatif de l'amont hydraulique du site NEXANS,
- les modalités de réalisation des travaux de dépollution et les objectifs à respecter,
- la réalisation d'un dossier comportant les éléments d'appréciation nécessaires à l'institution de servitudes ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Il est accusé réception des deux dossiers transmis le 8 janvier 2013 par la société NEXANS à LYON 7^{ème}, 29, rue Pré Gaudry, constituant un mémoire préliminaire, et présentant les démarches engagées et prévues en vue de la cessation partielle des activités et de la réhabilitation des parcelles dénommées « parcelle du Triangle » ou « Ilot 15-16 » et « parcelle du Bâtiment Administratif » ou « Ilot 18 ».

La cessation partielle d'activité et les travaux de réhabilitation concernent les « îlots 15-16 et 18 » correspondant aux parcelles BN 117p4, BN 117p2, BN 117p3, BN 123p1, BN128.

Les opérations et travaux de réhabilitation du site seront poursuivies conformément aux dispositions décrites dans les dossiers précités, sous réserve du respect des prescriptions ci après.

ARTICLE 2 :

2.1 - Clôture et gardiennage

Le site sera clos et gardienné pendant toute la durée des travaux de réhabilitation et jusqu'à l'évacuation de tous les produits dangereux et des matériaux vers des centres d'élimination ou de stockage adaptés.

2.2 - Conduite et réalisation des travaux

Les dispositions nécessaires seront prises pour la conduite et la réalisation des travaux de façon à prévenir sinon limiter les risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et les nuisances par le bruit et les vibrations.

2.3 - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement devra être signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

2.4 - Stockages de matériaux sur site

Les matériaux entreposés sur le site seront répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...).

Chaque tas sera clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.

Le stockage de matériaux sera réalisé de manière à limiter sinon prévenir un apport de pollution aux sols et à la nappe sous jacents.

Les matériaux les plus pollués et notamment ceux devant être évacués vers un centre de stockage extérieur seront stockés sur une aire étanche ou étanchée pour la durée du stockage ; une protection du lessivage par les eaux pluviales pourra être rendue nécessaire par la présence de certains polluants plus dangereux et plus solubles, notamment s'ils sont destinés à être envoyés en décharge de classe 1 ou en cimenterie.

2.5 - Suivi de la nappe phréatique

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est complété, sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, par au moins un ouvrage situé en amont hydraulique du site NEXANS encore en activité. L'objectif est de s'assurer que la pollution aux solvants chlorés transitant sous les îlots 15-16 et 18 a une origine extérieure à l'ensemble du site NEXANS.

Par ailleurs, les eaux souterraines feront l'objet d'un suivi piézométrique et qualitatif mensuel pendant toute la durée des travaux et durant 6 mois au-delà des dernières excavations ou remblaiements. Sur au moins deux campagnes, un prélèvement sera réalisé sur le piézomètre représentatif de l'amont hydraulique de l'ensemble du site NEXANS en activité pour les mêmes paramètres.

Les paramètres de suivis de la qualité des eaux souterraines comprendront a minima :

- Contrôle des niveaux d'eau dans les ouvrages (en côte NGF) et la détermination du sens d'écoulement de la nappe.
- Température
- Hydrocarbures totaux
- COHV
- BTEX

Ils seront complétés par toutes les substances éventuellement identifiées en quantité significative dans les sols en phase travaux.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Les résultats seront transmis mensuellement à l'inspection des installations classées avec tous commentaires relatifs aux évolutions observées.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais de tout incident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, et de tout constat, contrôle ou résultat d'analyse révélant une dégradation ou un impact négatif sur la qualité des eaux souterraines. L'exploitant exposera simultanément les mesures retenues et engagées pour rétablir la qualité des eaux souterraines et pour renforcer la surveillance.

2.6 - Évacuations des matériaux et déchets

L'exploitant procédera à l'enregistrement de toutes les évacuations de matériaux réalisées, avec pour chacune leur origine sur le site (localisation précise selon un maillage ou dénomination de bâtiment), leurs bons de transport (ou BSD pour les déchets), et leur destination finale.

L'exploitant devra pouvoir justifier de la destination conforme à la réglementation de la destination finale des déchets et matériaux évacués hors site.

ARTICLE 3 :

3.1 – Investigations des sols

Les investigations de sols déjà menées seront complétées par les diagnostics et les analyses complémentaires que l'exploitant jugera utiles, et notamment si au cours des opérations de réhabilitation des anomalies organoleptiques sont mises en évidence.

3.2 - Récolement du niveau de pollution résiduel

L'exploitant procédera au repérage et à l'enregistrement de toutes les investigations réalisées de reconnaissance de pollutions des sols et des eaux souterraines (y compris les investigations élargies visées au paragraphe 3.1 ci-dessus), et de tous travaux de réhabilitation par excavation et remblaiement.

Ces repérages et enregistrements devront permettre, à la fin des travaux de réhabilitation et pour toute zone de l'ensemble du site, d'avoir une connaissance précise du niveau de pollution des sols (terrains en place ou remblais), et notamment de l'ensemble des polluants mesurés et de leurs concentrations, éventuellement après excavation, contrôles des parois et fond de fouille, et analyses des matériaux utilisés en remblais.

Ces repérages et enregistrement seront réalisés par zone selon un maillage minimal de 30 m x 30 m ; le maillage sera resserré dans les zones où des anomalies ont été détectées ; toute zone ne respectant pas la dimension minimale spécifiée devra être justifiée en regard de la bonne connaissance de son niveau de pollution.

3.3 - Contrôle du niveau résiduel de pollution des sols après dépollution ou excavation

Le contrôle du niveau atteint de dépollution des excavations sera réalisé avec la plus grande rigueur afin de confronter les résultats d'analyse du milieu dépollué aux objectifs de dépollution ayant permis la validation du plan de gestion.

Si les contrôles effectués montrent des variations sur les paramètres et les mesures de gestion dont la réalisation conditionne l'acceptabilité du plan de gestion, des actions correctives doivent être mises en place afin d'aboutir à des risques résiduels acceptables. Une analyse des risques résiduels sera menée après travaux de dépollution pour toutes les zones où les concentrations résiduelles ne respectent pas les objectifs de dépollution fixés dans le plan de gestion.

Après excavation, des échantillons de sols seront prélevés, analysés et conservés selon le protocole retenu par la société et rappelé ci après :

- prélèvement d'un échantillon moyen de 0,5 kg au minimum représentatif d'une surface unitaire maximale de 100 m² pour les fonds de fouille et 50 m² pour les bords de fouille ;
- l'échantillon moyen sera constitué à partir d'un minimum de 4 prélèvements unitaires, régulièrement répartis sur la surface à contrôler ;

- les prélèvements unitaires seront représentatifs d'une profondeur minimale de 30 cm à la perpendiculaire au plan constitué par la surface à contrôler et seront réalisés de façon à minimiser la perte de substances volatiles ;
- un double de l'échantillon moyen sera conservé durant 3 mois sur le chantier dans un container frigorifique à la disposition de l'inspection des installations classées et pour analyse contradictoire sous réserve de son accord.

L'analyse de cet échantillon moyen sera réalisée pour l'ensemble des valeurs seuils de dépollution retenues.

3.4 - Dossier de servitudes

En application de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, la société NEXANS réalisera, en tant que de besoin, un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'Environnement.

Ce dossier précisera les limitations ou interdictions nécessaires relatives à l'utilisation, l'aménagement ou la modification du sol et du sous-sol afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage futur proposé sur la base du niveau de réhabilitation réalisé et mesuré notamment au travers d'une analyse des risques résiduels pour la santé.

Une toute autre forme de servitude permettant de répondre à l'objectif fixé pourra être proposée à l'inspection qui donnera son accord

Toute évolution ultérieure de ces servitudes devra faire l'objet d'une demande comportant notamment un dossier justificatif et une nouvelle évaluation des risques sanitaires.

ARTICLE 4 :

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant des prestataires en charge des opérations de dépollution, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect de dispositions du présent arrêté, et notamment les niveaux de pollution résiduelle ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

ARTICLE 5 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie du 7^{ème} arrondissement de LYON et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.

2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 :

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 7 :

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sénateur-maire de LYON, chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 26 NOV. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID

